

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



**L'ESPAGNE
GAROTTEE**

SOMMAIRE

POLITIQUE

- Interview de Didier Motchane — p.4
- PCF : 22. viâ le Congrès — p.5
- Le système PONIA — p.6
- Interview de la CFDT-Police — p.7

EDUCATION NATIONALE

- Le ministère des chômeurs — p.9

LUTTES OUVRIERES

- La relance vue par la VO — p.10
- Chômeurs : le temps de l'organisation — p.11
- Luttes : Rhône Poulenc, Banques... — p.12

PORTUGAL

- Appel du SUV — p.14
- Un gouvernement d'ordre — p.15
- Le PSU ETet le Portugal — p.16
- Solidarité internationale — p.17

ESPAGNE

- Lettre ouverte de la LCR-ETA VI — p.18
- Campagne de soutien — p.19

MOYEN ORIENT

- Activité du FPLP — p.20

CINEMA

- Parfum de femmes — p.21

FETTE DE ROUGE — p.22-23

SOUSCRIPTION — p.24

« Rouge » 10, Impasse Guéménée
Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

VENDREDI 26 SEPTEMBRE 1975 — N°315

COURRIER DES LECTEURS

A PROPOS DE LA QUESTION NATIONALE

Dans sa contribution au débat ouvert à partir de la situation corse, D.B. prend des positions qui, en ce qui concerne la Bretagne s'inscrivent totalement à contre-courant des recherches et orientations (1) actuellement soumises à la discussion parmi les militants bretons de la LCR.

Bretagne, minorité nationale

D.B. écrit dans sa contribution : « en reconnaissant à la question corse un caractère national nous la distinguons du même coup des questions bretonnes ou occitanes ».

A l'appui de cette négation du caractère national du problème breton, D.B. invoque le fait que cette « région » n'a pas été une « entité historique extérieure au procès de constitution du capital national », qu'elle a été « de longue date intégrée au développement du capitalisme français », et que sa bourgeoisie s'est voulue partie intégrante de la bourgeoisie française.

Une telle méthode d'analyse perpétue une tradition historique fortement ancrée dans le mouvement ouvrier, bien que très discutable. Elle repose sur une erreur initiale : l'assimilation du fait national à la constitution d'un Etat-Nation à part entière sous l'impulsion d'une bourgeoisie indépendante ; et, partant de là, elle conduit à ne reconnaître la réalité d'un fait national qu'à la seule condition qu'une bourgeoisie lui ait, avant de céder éventuellement à l'oppression, donné à un certain moment une expression politique et économique achevée.

COURRIER DES LECTEURS (SUITE)

Rouen le 15 septembre 75.

J'habite Rouen. 2000 chômeurs estime le PC local. Bientôt plus. Un million et demi de chômeurs dans le pays. Ce problème pose à ceux qui le vivent des problèmes sans nom car très peu touchent le minimum qui leur permettrait de survivre.

Nous sommes isolés. Les seules discussions que nous puissions avoir entre chômeurs sont quand nous allons à l'ANPE. Nous sommes, et c'est très grave, sans contact, les 3/4 du temps avec les organisations ouvrières. Une grève nationale va avoir lieu bientôt le 23, à propos de ce problème. Les copains des boîtes des bureaux, des hôpitaux, etc. vont descendre dans la rue pour nous. J'ai bien l'impression que comme en décembre 74 ces grèves seront bien plus pour les directions réformistes des syndicats des grèves-souppes de sécurité face au mécontentement croissant des travailleurs, que les prémisses d'une lutte dure, d'un affrontement général avec le patronat avec la bourgeoisie. Nous, chômeurs, n'auront pas droit à la parole, parce qu'inorganisés. Les Séguy prendront la parole en notre nom et nous l'enleveront du fait de notre non-organisation.

Face à cela : pourquoi ne pas éditer un spécial Rouge ou plutôt un supplément à Rouge sur le chômage. Il pourrait être vendu sur les marchés, dans les meetings, les manifs, aux por-

Or, nous pensons qu'il faut admettre au contraire que le fait national ne se réduit pas à la forme politico-économique que la classe dominante concernée est capable — ou incapable — de lui donner. La nationalité concentre les aspirations et spécificités économiques et culturelles d'un peuple, déterminées par ses conditions d'existence propres et son histoire ; à ce titre, elle ne s'évanouit pas comme par enchantement avec la faillite historique d'une classe dominante.

Mais ce n'est pas pour autant qu'on peut conclure à l'absence d'oppression nationale de la Bretagne. Le ralliement de la bourgeoisie bretonne à l'Etat français n'a, du même coup, éteint les aspirations nationales du peuple breton, et il a fallu pour les étouffer une oppression systématique dont les aspects les plus importants ont été la repression des soulèvements populaires, la tentative méthodique de tuer la langue bretonne et l'exode massif des travailleurs bretons.

En ce qui concerne la Bretagne, il est bien vrai que jamais sa classe dominante (féodale ou bourgeoise) n'a été capable de la constituer en Etat-Nation parfaitement achevé, et a préféré jouer — et perdre pour l'essentiel — le jeu de l'intégration à la bourgeoisie française (2).

On ne peut donc parler à propos de la Bretagne, comme D.B. à propos de la Corse d'une combinaison de l'oppression nationale et du développement inégal. Une fois la Bretagne incluse dans le champ du marché national unifié et

structuré par la loi du développement inégal, l'oppression nationale a tout à la fois favorisé, consolidé cette inclusion, et durci ses effets. Oppression culturelle et sous-développement économique ont conjugué leurs effets pour mettre à la disposition du Capital une masse de travailleurs facilement exploitables parce que socialement déracinés et culturellement désarmés.

Et si la réalité nationale bretonne a, pendant longtemps, surtout persisté en négatif, comme résistance à l'oppression et à la tentative, jamais aboutie, de liquidation, elle connaît aujourd'hui, dans la situation de crise d'ensemble de la domination bourgeoise, (dont la cohésion nationale française construite par la bourgeoisie à son usage est un instrument parmi d'autres) un réveil prometteur parce que de plus en plus étroitement imbriqué au réveil des luttes de classes.

Au delà des spécificités et des modalités à plusieurs égards différentes, nous pensons par conséquent qu'il faut, sans équivoque traiter la question bretonne comme une question nationale.

R.M. et P.C.G. Brest.

(1) Ces recherches s'inscrivent dans un débat qui n'est pas clos. Dans la discussion à laquelle elles donnent lieu, aucune position négative du caractère national du problème ne s'est, pour l'instant, exprimée.

(2) Ces questions, qui exigeraient une analyse plus détaillée, sont traitées dans un texte d'ensemble sur la Bretagne que nous souhaitons voir paraître dans « Marx ou Crève ».

les de l'ANPE. Il comprendrait outre des interviews de chômeurs et des explications claires sur ce problème, les solutions qu'avancent les révolutionnaires avec notamment les comités de chômeurs à la base. Ce serait il me semble un outils très utile dans les luttes qui s'annoncent car apparaît maintenant une frange de plus en plus large de travailleurs qui ne croient plus tellement aux solutions proposées par l'Union de la Gauche. Certains se tournent déjà

avec sympathie vers les révolutionnaires. Il est tout de même incroyable que depuis plus d'un an que cette crise dure rien n'ait été fait dans ce domaine où à mon avis les révolutionnaires peuvent percer. Pour les comités de chômeurs à la base ! Pour une organisation autonome des chômeurs en liaison avec les organisations ouvrières !

M.G.

Sympathisant chômeur rouennais.

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge » 10, Impasse Guéménée, Paris 4ème. Par avion : écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

BRESIL

Angelo Pezzuti Da Silva, militant brésilien de l'ex-VPR (Avant-garde populaire révolutionnaire) a trouvé la mort le 11 septembre dernier lors d'un accident de moto. Agé de 29 ans, il milita dans la gauche révolutionnaire brésilienne depuis le coup d'Etat militaire du 1er avril 1964.

Arrêté en janvier 1969 avec son frère et sa mère il fut sauvagement torturé. En prison il ne cessa de mener le combat contre la dictature et participa à l'élaboration clandestine du premier document sorti des geôles brésiennes pour dénoncer les méthodes de « torture scientifique ». Il fut

ANGELO PEZZUTI

libéré en juin 1970 et arrive à Alger avec 39 autres révolutionnaires échangés contre l'ambassadeur de R.F.A. enlevé au Brésil.

Travaillant comme médecin au Chili, il y sera arrêté et torturé pendant une semaine par la police de l'U.P. lors du démantèlement de la V.O.P.

Lors du putsch du 11 septembre il trouve refuge dans une ambassade, puis se rend en France.

Plusieurs dizaines de militants de la gauche révolutionnaire brésilienne et française ont rendu le 18 septembre au Père Lachaise et devant le mur des Fédérés, un dernier hommage à notre camarade.

PORTUGAL : LA FIN DE LA « REVOLUTION TRANQUILLE »

■ Dès la constitution du sixième gouvernement provisoire portugais, la bourgeoisie européenne a manifesté son soulagement. Le plus trivialement du monde : en annonçant qu'elle était prête à délier les cordons de la bourse pour aider l'économie portugaise, jusqu'à présent étranglée et sabotée avec application.

Déjà, on parle de pause, de normalisation, de retour au calme après la crise de l'été.

En fait, ce n'est que la première phase de la révolution portugaise qui s'achève : celle des oeilletons et de la « révolution tranquille ». Mais l'épreuve de force, inévitable, reste devant nous.

Quel ordre ce gouvernement qui a eu tant de mal à naître pourra-t-il imposer à la classe ouvrière. Alors qu'existent des milliers de commissions de travailleurs et de moradores. Alors que le prolétariat et la paysannerie portugaise continuent à subir de plein fouet les effets de la crise économique européenne, aggravée par l'archaïsme des structures économiques nationales. L'heure est au contraire à la centralisation des organes nés de la lutte, tout au long de l'année écoulée. Et à leur unification, dans la mesure où le danger existe d'ores et déjà que la période de réflexion qui s'ouvre débouche sur plusieurs coordinations parallèles, suscitées et contrôlées chacune par un parti distinct (il semble ainsi que le congrès des commissions convoqué pour le 27, soit à l'initiative quasi exclusive du MRPP).

Quel ordre ce gouvernement pourra-t-il imposer dans les casernes. L'organisation des soldats à la base, « Soldats Unis Vaincront », se développe, sanctionnant de manière irréversible la division et la perte d'autorité du MFA. Elle appelle demain à une manifestation à Lisbonne. Il y a quelques jours, à Mafra, deux soldats ont été mis aux arrêts pour avoir été trouvés en possession de tracts du SUV ; aussitôt, la majorité des conscrits a organisé une grande manifestation dans la caserne qui s'est soldée par un affrontement avec une partie des officiers. Enfin, un chargement de 1 000 fusils mitrailleurs destinés au Ralis s'est volatilisé... ; un capitaine a revendiqué publiquement cette action lors d'une conférence de presse en expliquant que les armes avaient été livrées aux milices populaires ! Conclusions : le bureau de renseignements de l'armée a changé l'ordre de ses priorités, donnant la première place au SUV, au détriment des fascistes de l'ELP.

Il est difficile de pronostiquer dès maintenant la durée de l'intermède. Un incident, une maladresse peuvent mettre à nouveau le feu aux poudres. Mais le plus probable demeure pour quelques semaines ou quelques mois, l'entrée dans une phase de réflexion et d'instabilité. Les travailleurs les plus conscients ont maintenant compris que les prochains combats seront plus sérieux, et qu'ils devront donc être abordés avec une meilleure préparation. Le danger principal résidera dans les divisions de la classe ouvrière et le risque de voir le fossé se creuser entre une avant-garde de plus en plus consciente et de larges couches de travailleurs en proie à l'abattement ou à la démoralisation.

L'issue victorieuse de cette épreuve dépendra principalement du rythme de dégagement de l'avant-garde révolutionnaire et de sa capacité à offrir des perspectives lors de la nouvelle vague de lutte qui se prépare.

Nous pouvons y contribuer. Pour le mouvement ouvrier européen, la révolution portugaise n'est pas seulement une école vivante. Elle est aussi un enjeu crucial. Cette semaine, célébrant la première victoire des travailleurs sur la tentative réactionnaire du 28 septembre 74, ont lieu les premières initiatives du mouvement de solidarité qui se constitue en France et en Europe. La présence et la vigilance aux côtés des travailleurs portugais doit être désormais pour nous tous une tâche de tout instant.

ROUGE

PS: RENTREE MOROSE

■ C'est sur des « problèmes de fond » et non sur des questions tactiques que les secrétaires et les délégués nationaux du parti socialiste se sont penchés, ce week-end, en forêt de Chantilly. La tactique, il y a longtemps qu'elle est arrêtée. L'échéance fondamentale, c'est les législatives de 1978. En attendant le nouveau verdict des urnes, il convient d'asseoir l'influence du parti, de consolider l'acquis électoral des présidentielles, malgré les bourrades du P.C., les risettes de Giscard et les coups d'épingle de Chevènement.

Dans cette optique, la direction du PS multiplie d'autant plus les gages de son « sens de l'Etat », que la politique sectaire (et donc démobilisatrice) du PCF s'ajoutant aux effets de la crise économique, la pression combative montant de la base socialiste tend à s'atténuer.

La paille des mots s'envole, reste l'acier des choses : les fanatiques de « l'autogestion » apportent leur soutien inconditionnel et complet à la politique contre-révolutionnaire de Mario Soares... Les champions du « contrôle ouvrier » participent aux grandes manœuvres de la social-démocratie européenne pour conjurer la menace qui pèse sur le flanc sud de l'OTAN et amarrer le Portugal à la CEE. Les stratèges de la « rupture anti-capitaliste » subordonnent les nationalisations et autres « réformes de structures » à un « rétablissement économique » obtenu en aguichant le capital

Les pourfendeurs de la « collaboration des classes » déplorent l'inopportunité de la visite de

Fabre à Giscard en des termes qui présagent une démarche du même ordre de leur part, dans un avenir proche, etc.

S'il ne dérange nullement la bureaucratie social-démocrate, le contraste croissant entre la « doctrine » et l'action du PS engendre un malaise certain à la base du parti. Nombreux sont les « cadres moyens » venus au PS dans la foulée d'Epinay qui se trouvent désorientés par les résurgences d'une social-démocratie qu'ils avaient cru conjurée une fois pour toutes.

Ce malaise, le CERES entend bien l'exploiter. Malgré la détérioration constante du « climat » à l'intérieur du PS et les menaces que des éléments de plus en plus nombreux de la majorité font peser sur sa tête, le CERES poursuit benoîtement sa guérilla contre ce qu'il appelle la « dérive social-démocrate du parti ». Ses représentants au Bureau exécutif ont déposé une motion condamnant fermement la démarche de Fabre à l'Élysée et s'opposant par avance à toute démarche similaire de Mitterrand...

Mais c'est sur le Portugal que le CERES engage sa bataille de rentrée. Dans une motion soumise au Comité directeur des 3 et 4 octobre, il accuse carrément le PSP de faire le jeu du fascisme, demande au PS français de se dissocier de la campagne de soutien à Soares orchestrée par la social-démocratie internationale, et propose l'organisation d'une campagne unitaire de solidarité « au processus révolutionnaire en cours au Portugal ».



Sipa Press

Rocard et Mitterrand

Le n° 25 de « Repère » — nouvelle appellation de la revue du CERES — consacré au Portugal vise à soutenir cette offensive de rentrée. Outre des articles d'analyse émanant de la direction du CERES, il comporte des « lettres de lecteurs » dont certaines (celle d'un prétendu Albert Mars de Bourg-la-Reine, par exemple) sont rédigées au vitriol. Il demeure qu'une certaine morosité affecte les militants du CERES en cette rentrée 75. La chute de crédibilité de l'Union de la Gauche atteint la crédibilité du projet du CERES lui-même : chevaucher la dynamique de l'union pour transformer de l'intérieur le parti social-démocrate en « parti socialiste de la transition » et le parti stalinien en parti communiste autogestionnaire, apparaît de plus en plus comme une gageure, aussi hasardeuse et fastidieuse que les plus malsains des travaux d'Hercule.

La déception des militants du CERES — proportionnelle à leurs illusions — crée un terrain favorable, à l'attraction du PCF sur une base politiquement peu éduquée. Les départs pour le PCF sont peu nombreux, mais le courant « stalinophile » pourrait s'amplifier. On ne peut à la fois dire que le programme commun est excellent, que la stratégie de l'UG est juste, que le principal obstacle provient de la social-démocratie et résister efficacement à la pression du P.C. Les dirigeants du CERES s'affirment conscients du danger. Il n'est pas sûr que leur orientation leur donne les moyens de le conjurer.

H. Weber

INTERVIEW DE DIDIER MOTCHANE dirigeant du CERES, membre du bureau exécutif du Parti Socialiste.

Didier Motchane :

*« La bénédiction générale
que la direction de notre parti
a cru devoir,
au nom de la solidarité
socialiste,
donner au PSP
ne se justifie pas »*



Adja

Didier Motchane

ROUGE : Que pensez-vous des prises de position de la direction du parti socialiste sur l'évolution de la situation au Portugal ?

Didier Motchane : Notre réaction devrait être assez connue, puisque nous l'avons souvent exprimée. Nous pensons d'abord que les positions du PS sur la transition au socialisme, telles qu'elles sont exprimées notamment dans les 15 thèses sur l'auto-gestion, votées à l'unanimité lors de la dernière Convention Nationale, devraient porter la direction du PS à attacher la plus grande importance au développement d'un pouvoir populaire au Portugal, fondé sur les Commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats.

Nous pensons que ce pouvoir ne peut se développer qu'en liaison constante avec les partis politiques et que c'est une erreur grave que de chercher à opposer les uns et les autres. Cette erreur a été commise pour des raisons diverses par le PCP et le PSP.

Nous pensons que le PS doit utiliser son influence pour favoriser conjointement au Portugal, l'union des forces populaires et un développement d'un pouvoir populaire à la base.

Le PSP a représenté une grande espérance pour la révolution portugaise et nous partageons les craintes de nombreux militants de ce parti, qu'il y ait mal répondu. C'est une erreur d'analyse que de penser que le problème numéro 1 au Portugal est le « péril communiste » et le risque de voir le PCP établir une sorte de démocratie populaire en s'appuyant sur certains secteurs du MFA. Nous pensons que c'est une erreur d'opposer la légitimité du suffrage universel, telle que l'ont exprimé les élections à l'Assemblée Constituante, à la légitimité du pouvoir révolutionnaire qui a renversé le fascisme au Portugal, et qui a rendu ces élections possibles. Qu'elles qu'aient pu être les responsabilités du PCP, qui à certains moments n'a pas ménagé ses efforts pour repousser le PS vers la droite, c'était prendre une grave responsabilité que d'ouvrir une crise gouvernementale, dont on voit bien qu'elle a été exploitée par les forces de droite pour contrer le processus révolutionnaire et pour remettre en cause certains de ses premiers acquis. Ce faisant, la direction du PSP a pris le risque de mettre son parti au service d'une politique qui n'est pas celle qu'il a défendu devant les électeurs.

PCF: 22, VLA LE CONGRES!

La polémique avec le PS, alimentée par la situation portugaise, a provoqué des remous dans les rangs du PC

■ Le Comité Central du PCF vient de décider de convoquer pour le 4 février le XXII^e Congrès national. A l'ordre du jour officiel: une discussion sur le type de société pour lequel se bat le parti et la réélection des organismes de direction.

On se souvient que sur la lancée de la poussée de l'Union de la Gauche aux présidentielles, le congrès extraordinaire avait discuté d'un document qui préconisait un élargissement de l'union de la gauche: « l'Union du Peuple de France », regroupant jusqu'aux gaullistes patriotes toutes les victimes des monopoles (les PME et l'UJP faisant l'objet de cette politique de la main tendue). La référence au socialisme avait même été retirée dans les critères d'adhésion au parti. Ce document du CC donna lieu à une intense discussion dans le parti qui fut sanctionnée par l'apparition d'un fort courant critique sur lequel s'appuya une partie de l'appareil, dirigée par R. Leroy et la Fédération de Paris. Un compromis fut trouvé et c'est à l'unanimité qu'une résolution plus musclée fut adoptée. Laissant tomber provisoirement les PME et les gaullistes patriotes, le PCF réorienta toute son activité vers les entreprises, en privilégiant son activité propre au dépend des initiatives

unitaires. Une violente polémique s'ouvrit contre le PS, au moment où les cellules d'entreprises passant par dessus les sections syndicales s'efforcèrent d'apparaître comme les seuls représentants authentiques des travailleurs.

un nœud de contradictions⁷⁵

Aujourd'hui, il va falloir tirer le bilan de cette politique sectaire. C'est là qu'apparaissent toutes les contradictions d'un parti stalinien confronté à une radicalisation puissante du mouvement ouvrier français et européen. Les problèmes sont nombreux et insolubles. La direction du PCF doit à la fois maîtriser ses rapports avec l'URSS, ses rapports avec la social-démocratie et ses rapports avec le développement d'une nouvelle avant-garde ouvrière. L'éclatement du bloc stalinien et la poussée du mouvement ouvrier confronté à la crise générale de la société capitaliste pousse aujourd'hui les PC de masse en Europe à déterminer de plus en plus l'élaboration de leur propre politique en fonction de considérations nationales sans pour autant remettre en cause leur fidélité à la bureaucratie Soviétique. Les PC espagnols et italiens développent une politique plus ouvertement réformatrice alors

que les PC français et portugais confrontés à de forts PS, doivent affirmer leur spécificité en s'appuyant plus fondamentalement sur la classe ouvrière.

Mais dans la période présente de radicalisation ceci implique sur le plan tactique un langage dur et « gauche »

Les différences de tactique qui aujourd'hui opposent publiquement les PC italiens, français, portugais et espagnols, ont des répercussions dans leur rapport avec la bureaucratie stalinienne qui voit d'un mauvais oeil se

développer des fronts du type Union de la Gauche française, compromis historique italien ou junte démocratique espagnole. Dans le cadre de sa politique de coexistence pacifique elle préfère avoir comme interlocuteur des gouvernements bourgeois à la Giscard que des gouvernements de gauche instables sans cesse soumis aux pressions et aux débordements d'un mouvement ouvrier prêt à dépasser les expériences de collaboration de classe en gestation.

la base a du mal à suivre

Il n'y a pas d'élections en vue et la poussée électorale du PS, de même que son début d'implantation dans les usines oblige le PCF à tout faire pour continuer à assurer son hégémonie dans la classe ouvrière et pour cela à s'adresser notamment aux travailleurs tentés par la perspective des révolutionnaires. A la veille des élections, il retrouvera l'orientation d'ouverture tout azimuts votée au Congrès extraordinaire et du même coup, les rapports avec l'URSS seront plus tendus; mais même aujourd'hui, il ne peut se reconnaître totalement dans les articles de la Pravda ou de la « Revue Internationale », qu'il a refusé de traduire (déclaration de G. Marchais) ou qu'il a attaqué publiquement (article de Chambaz dans l'Humanité). L'attaque du PS est nécessaire, mais la rupture de l'Union de la Gauche serait une catastrophe pour le PCF qui n'a aucune autre alternative politique à présenter à la classe ouvrière.

On assiste ainsi à des coups de patte contre la politique soviétique qui « veut brûler les étapes », contre le PCI prêt à s'allier à la démocratie chrétienne et plus discrètement contre le PCP, qui n'hésite pas à s'allier avec les révolutionnaires.

Tout ceci aboutit à une cacophonie dont la cohérence est mal comprise par les militants. Pourquoi peut-on s'allier avec des trotskystes au Portugal, en Espagne et pas en France? Comment expliquer aux militants CGT que c'est à la cellule PC de porter le cahier de revendications au patron. En quoi Soarès est-il pire que Mitterand qui le soutient inconditionnellement? Cette crise du mouvement communiste nous concerne tous parce qu'il n'y aura pas de victoire du socialisme en France sans participation des millions de travailleurs qui font encore confiance à la direction du PCF.

A.K.



Roland Leroy parle des libertés.

Nous pensons enfin, que c'était une erreur de tenter d'accroître les divisions du MFA, ce qui loin d'augmenter le poids des partis politiques, tend à réduire les conflits de pouvoir aux luttes internes de l'armée.

Cette analyse ne nous paraît donc pas justifier l'espèce de bénédiction générale que la direction de notre parti a cru devoir, au nom de la solidarité socialiste, donner au PSP. Nous avons le sentiment que cette impression est partagée par un grand nombre de militants socialistes dans notre parti, à quelque courant qu'ils appartiennent. Et nous pensons que la direction de notre parti ne pourra pas manquer d'en tenir compte.

ROUGE: Le lent glissement à droite que vous reprochez à la direction du PS peut-il aboutir à terme à une remise en cause de la stratégie d'Union de la Gauche?

Didier Motchane: Ce glissement est inscrit dans la logique du Congrès de Pau. Il se manifeste de manière incontestable. Il ne devrait pas surprendre. Il ne peut toutefois aboutir à un renversement d'alliance. Il ne remet pas en cause le fait de l'UG, il en développe simplement une interprétation électoraliste. J'ajoute que la polémique anti-socialiste du PCF l'alimente et lui sert souvent de prétexte. Le comportement sectaire du PCF et les tropismes électoralistes du PS se renforcent mutuellement.

Cette sorte de complicité objective des courants stalinien et sociaux-démocrates ayant pour intérêt commun de freiner la mutation socialiste de la social-démocratie. Mais l'évolution du parti dans ses

profondeurs et les résultats de la convention sur l'auto-gestion en ont été un exemple, montre que un nombre croissant de militants socialistes ont compris que leur parti ne se ferait pas en un jour.

ROUGE: Qu'aurait fait le CERES, en août 75, s'il avait été une « tendance de gauche » du PSP?

Didier Motchane: Le CERES n'aurait certainement pas quitté le PS, comme la forte minorité de gauche, dirigée par Manuel Serra, qui a formé le FSP. Et il aurait donc tenté de rendre le PS en mesure de fournir un point d'appui au développement du pouvoir populaire. La politique de Mario Soarès n'aurait certainement pas pu être, alors ce qu'elle a été.

ROUGE: Comment va le CERES, en cette rentrée 1975?

Didier Motchane: Le PCF, le PSU, la LCR, nous paraissent d'accord pour attendre, sinon souhaiter qu'une certaine dérive à droite de la direction du PS, n'engendre des phénomènes de découragement à la base, affaiblissant ainsi la capacité militante du parti, et sa rénovation elle-même. Jusqu'à présent, cette hypothèse ne s'est pas vérifiée, et nous comptons sur le développement de la conscience politique de nos camarades et notre propre travail pour continuer à la déjouer aussi longtemps qu'il le faudra. Par ailleurs, la lutte des classes n'est pas stationnaire en France, et nous nous confions par conséquent à la sanction de sa réalité.



■ 17 policiers morts depuis le début de l'année. Le bilan 1975 risque d'être lourd pour le ministre de l'intérieur, Michel Poniatowski. Et la grogne monte chez les policiers. L'idée d'une journée d'action de la police reste dans l'air.

Et pour la première fois depuis la Libération c'est peut être un militant proche du PC, qui succèdera à Gérard Monatte à la tête de la Fédération autonome, le principal syndicat de police.

Mais l'arrivée de Michel Poniatowski place Beauvau a marqué un tournant dans la structuration de l'appareil policier depuis 1968.

de l'ordre public

L'axe du système Marcellin était, au sortir de la crise prérévolutionnaire de Mai, la défense de l'ordre public. Avec son cortège de repression antigauchiste, de dissolution d'organisation, de concentration policière massive dans les rues de Paris, et le Quartier Latin en particulier. Avec aussi parfois le recours pur et simple à la provocation, comme lors des incidents de la place St Michel du 5 juillet 1972 et l'affaire du 21 juin 1973. Sur ce fond de croisade contre le complot international, Marcellin entreprend un certain type de politisation de la police. C'est la tentative de développement d'une fraction directement droitiste au sein de la police et particulièrement au sein des corps de repression (CRS, Brigades Territoriales, mais aussi RG et DST).

C'est ainsi que sera confié au commissaire Caille, de l'affaire Ben Barka, la création de service antigauchistes, et que l'on verra les SAC de Lyon et de Bordeaux dirigés par des officiers de police et de CRS. Au niveau syndical, Marcellin, s'appuie sur le syndicat indépendant de Gamain.

Mais cette « politisation », dans le cadre d'un état UDR en crise ne va pas sans poser quelques problèmes. La liaison devenues trop apparente entre les milices gaullistes, le SAC et certains services de police (DST et les stades de Marseille, cas Le Cavellier) risque de faire perdre à cet élément clé de l'appareil d'Etat son image de neutralité politique de service au-dessus des classes et des partis.

D'autant que Marcellin dans sa logomachie répressive accumule les « gaffes » qui le feront bientôt tomber : l'écoute massive des journaux et de responsables politiques est à double tranchant, surtout quand elle est ostensible. L'arrivée de Poniatowski marque une autre étape, plus subtile. Il s'agit de passer à une repression réellement efficace, c'est-à-dire discrète et donc sélective dans les circonstances politiques actuelles.

Il lui faut aussi améliorer l'image de marque de la police dans l'opinion publique, image de marque sérieusement compromise par le comportement de Marcellin.

à la sécurité du public

Cela explique l'accent mis désormais sur le maintien de la Sécurité Publique plutôt que l'Ordre Public.

Alors se succèdent les opérations coup de poing, les descentes de CRS dans les métros. Le tout est assez joliment orchestré par une campagne de presse sur la sécurité dans les couloirs de la RATP, dans les banlieues, la drogue chez les jeunes, etc. C'est totalement inefficace sur le plan matériel, mais cela permet d'accoutumer l'opinion publique à une présence permanente et extensive de la police (plus seulement limitée au Quartier Latin) Cela permet aussi de contenir certains besoins « professionnels » des policiers de plus en plus mal à l'aise de jouer un rôle de repression politique directe. En passant cela permet de prendre à contre pied toutes les campagnes des organisations réformistes protestant contre l'utilisation des policiers pour le maintien de l'ordre au lieu d'assurer la sécurité des citoyens. (cf. aussi par exemple les revendications de la CFDT sur l'ilotage).

Si certaines brebis galeuses sont éliminées (flics faucheurs, dissolution de la Mondaine où la distinction entre policier et mac commençait à trop s'estomper pour certains) la carte jouée est celle du vedétariat sur fond d'« apolisme ». C'est l'image du super flingueur de la BRI, l'antigang, défenseur de la veuve et de l'orphelin pris en otages. Même si à côté d'un « baroudeur » comme Broussard, un Leclerc ne cache pas son appartenance aux R.I.

Ponia insiste sur les problèmes de l'insécurité publique, mais pour mettre en avant des structures de repression qui soient totalement contrôlables par le pouvoir ; c'est ainsi

que tous les projets de constitution de milices privées de petits commerçants ou d'habitants des quartier résidentiels ont été vite découragés. Dans le cadre politique actuel (pas encore de crise révolutionnaire) le développement non contrôlé de telles milices rentre en contradiction avec l'existence de l'Etat fort et risque de lui être néfaste (bavures inévitables).

Aujourd'hui le pouvoir joue sa police, ou les institutions parapolicieres (sociétés de surveillance à recrutement d'anciens policiers et militaires) comme garant de la sécurité publique, pas l'organisation en milice de la majorité silencieuse. Cela est vrai au moins pour assurer l'ordre.

l'heure du gendarme

D'autres formes d'intégration de la majorité silencieuse, sont en voie de développement (Protection Civile, radio amateur, groupes de surveillance et de délation, protection des vieux, voire même de la nature : affaire des Rangers) mais cela reste très marginal. Par contre la préparation des affrontements à venir explique l'attitude privilégiée du pouvoir envers la gendarmerie, l'un des corps les mieux adaptés aux tâches de guerre civile par ses capacités d'intégration des différentes armes (aviation légère, blindés, infanteries, sections spécialisée, services de renseignements) par son quadrillage géographique, par sa préparation idéologique (elle est déjà quotidiennement associée aux tâches de maintien de l'ordre aux côtés des unités de police). Ce n'est pas tout à fait un hasard si désormais les officiers sortis en tête de St Cyr choisissent cette arme, si des dispositions particulières ont été prises pour assurer certaines passerelles entre le service militaire et la gendarmerie. L'exemple récent du Parisien Libéré où le pouvoir, quand il a songé à faire évacuer les locaux occupés par les grévistes a envisagé d'avoir recours à la gendarmerie mobile, parce que même les CRS étaient réticents n'est pas dû au hasard. De même que la décision récente de créer 2 brigades anti-commandos dans la gendarmerie (une dans les landes, l'autre près de Paris)

C'est en Corse, après Aléria et Bastia, qu'elles sont devenues opérationnelles pour la première fois.

SYSTEME PONIA

« Nous voulons éviter que les policiers ne deviennent des mercenaires... »

DISCUSSION AVEC LA C.F.D.T. POLICE

Mars 71 : les policiers descendent dans la rue pour discuter avec la population.

Décembre 74 : une journée d'action appelée par la Fédération autonome, la CGT et la CFDT, Police Nationale remporte un réel succès.

Septembre 75 : nouvelle journée d'action. Au dernier moment la Fédération autonome décommande l'action après des négociations avec le ministère.

Les causes du « malaise » restent entières.

Rouge a interviewé la CFDT-Police Nationale. Si nous ne partageons pas toutes les positions de la CFDT-PN (ilotage, police au service de tous, « récupération » de la police par la population) nous pensons qu'il est important de faire connaître l'opinion de ces policiers qui ont choisi d'adhérer à une centrale ouvrière dont l'un des responsables J. L. Breton a été révoqué pour avoir soutenu les Lip et dont les circulaires syndicales sont régulièrement interdites à l'affichage dans les commissariats.

Quels changements sont intervenus avec l'arrivée de M. Poniatowski place Beauvau ?

Quand M. Poniatowski a remplacé M. Marcellin, nous n'avons pas remarqué de changement au début. Si ce n'est que les forces stationnant au Quartier latin avaient disparu. Mais on les a très vite retrouvées dans le métro. Poniatowski a monté en pointe certains services, comme la B.R.I., la fameuse brigade anti-gang ou certaines opérations comme les opérations coup-de-poing. Le ministre a tenté de faire croire à l'opinion publique que les services de police traditionnels n'étaient plus en mesure de faire leur travail. D'où la mise en valeur de la B.R.I. ou la présence massive de CRS et de gendarmes mobiles dans le métro.

La journée d'action du 18 septembre a montré qu'une crise traversait la police. Comment l'analysez-vous ?

Ce n'est pas un phénomène propre à la police. La crise est due à l'inflation, l'augmentation du coût de la vie, les gosses qui ne trouvent pas de travail à la sortie de l'école. Les policiers, comme les autres catégories sociales, sont inquiets. Le grand danger, c'est que s'il y avait des mesures extra-catégorielles favorisant par trop les policiers, cela peut présenter certains dangers. La CFDT pense que les problèmes de la police doivent être traités avec ceux de l'ensemble de la Fonction publique.

Mais quand la CFDT demande la création de nouveaux emplois, ne favorise-t-elle pas le renforcement de l'appareil répressif ?

Pendant très longtemps on n'a pas recruté de nouveaux effectifs de police. Pour une partie de la population, il y a toujours trop de policiers, c'est évident. Mais il y a quand même une chose importante : les effectifs de la gendarmerie sont

passés de 40.000 à 75.000 hommes. Il y a actuellement 105.000 policiers et ce nombre a progressé moins rapidement dans les dernières années. 75.000 gendarmes c'est important, car les gendarmes sont présents dans toutes les campagnes et les gendarmes, c'est l'armée. Il vaut mieux que ce soit des personnels civils qui effectuent ce travail, car ils ont quand même une possibilité d'expression syndicale que n'a pas l'armée. Nous préférons voir un renforcement des effectifs de police qu'un renforcement de la gendarmerie.

M. Poniatowski, ministre de l'intérieur a cité ses modèles, Jules Moch et Clémenceau, célèbres pour leur haine anti-ouvrière. Quel est l'attitude de la CFDT-Police nationale après l'intervention des forces de police lors de conflits récents comme Chausson ou le Parisien Libéré ?

Puisque vous citez Chausson, nous avons pris position. Dans un commissariat de banlieue, il n'y avait qu'un véhicule ; les gardiens de la paix ont été déshabillés et mis en civil pour aller avec ce véhicule assurer la protection de Chausson. Ce qui fait que dans cette région des Hauts-de-Seine, il n'y avait plus de voiture à la disposition du commissariat pour assurer la protection de la population. Il y a là un choix politique manifeste. Chausson, c'est plus important que la protection de 200.000 habitants. On protège les intérêts de la société Chausson, en complémentarité avec des milices privées, et ça, c'est proprement inadmissible.

Quelle est la position de la CFDT-Police nationale face à ces milices privées ?

Tous les syndicats policiers se sont insurgés contre l'intervention de milices privées venues occuper des usines avec des chiens. Une fois que la police a fait évacuer les grévistes éventuellement. La police doit être Une, il doit

y avoir une police nationale au service de tous. Les patrons n'ont pas à avoir leur petite police à eux, dirigée contre les ouvriers. La position de la CFDT est très claire : il y a une police qui est au service de tout le monde, qui devrait l'être et qui ne l'est pas...

Pourquoi des policiers ont choisi d'adhérer à une centrale ouvrière ?

Il y a des policiers qui ont été avant, dans le privé, syndicalistes et qui sont devenus policiers après avoir perdu leur emploi. Certains policiers sont conscients qu'en étant dans un syndicat autonome ils se marginalisent du reste de la population. Les problèmes de la police intéressent tout le monde, ce n'est pas seulement un problème de policiers. Il faut que la police soit rendue aux citoyens. Le début de cela, c'est de se retrouver avec les travailleurs dans des confédérations ouvrières ; c'est de se retrouver avec ces travailleurs et de discuter de questions qui ne sont pas seulement des questions de police. Dans une UL-CFDT, il peut y avoir des policiers, des métallos et les différents problèmes, on ne doit pas les aborder en tant que policiers, mais en tant que travailleurs chargés d'une mission de police. Alors il faut qu'elle soit la moins mauvaise possible et que la population ait le maximum de contrôle sur cette police. Le policier qui militera dans une interprofessionnelle n'aura pas la conscience étreinte de celui qui ne s'intéresse qu'à ses petits problèmes catégoriels.

L'un des maître-mots des revendications de la CFDT-Police nationale, c'est d'éviter le divorce population-police. En proposant

lors de votre dernier congrès, l'extension de l'ilotage, ne favorisez-vous pas les projets de contrôle étroit des populations sur le modèle hitlérien ou français en Algérie, mise en avant par le ministre de l'intérieur ?

C'est vrai qu'il peut y avoir un danger dans l'ilotage. Nous savons par expérience qu'un gardien de la paix qui s'occupe d'un quartier finit par avoir des liens amicaux et de bonnes relations avec les gens du quartier. Et a moins qu'il ait reçu un bourrage de crâne terrible, une formation politique à la limite, il va s'intégrer un peu à son quartier ; et les gens, il ne va pas les voir de la même façon que s'il les voyait en rangs serrés, dans une manif. M. Marcellin était ministre de l'intérieur quand nous avons fait ces propositions au Congrès de Clermont-Ferrand. Marcellin, c'étaient les cars de CRS massés sur le boulevard St-Germain et le Boul'Mich. Nous avons alors dit, l'ilotage est préférable car les gens auront le contact direct. Quand deux policiers sont tout seuls dans un quartier, ils s'y intègrent, à la limite ils sont récupérés par leur quartier, alors que dix cars de flics, c'est impossible. Le danger serait plus grand si c'étaient des R.G. très décentralisés. En fait, ce que nous voulons éviter par dessus tout, c'est que les policiers ne deviennent des mercenaires satisfaits dès que le ministère lâche sur une revendication catégorielle.

(1) Ilotage : affectation permanente à un ilot d'habitation de 2 ou plusieurs policiers qui tissent des liens d'habitude et de bon voisinage avec les petits commerçants, concierges, etc.



• A la manifestation du 23 septembre

Patrick Frilet



**ÉDITION
TAUPE
ROUGE**

nouvelles publications

● « où va la CFTD ? »

cahier Taupe Rouge n° 2, 4 F.
— l'opération Maire-Rocard
— le double échec du Bureau National de la CFTD
— le débat sur les rapports Parti/Syndicat
— le droit de tendance
— la CFTD et le programme commun
— E. Maire attaque « Rouge »
— la réponse de la LCR

● thèses du 1^o Congrès de la LCR

cahier Rouge n° 1, 6 F
« Une chance historique pour la révolution socialiste »

● « la récession généralisée »

7 articles d'Ernest Mandel
Cahier Rouge n° 2, 6 F
— la désintégration du système monétaire international
— la crise du dollar
— la récession et la combativité ouvrière
— la conjoncture économique après la récession internationale
— le marché commun en crise
— la crise de l'industrie automobile
— l'émergence d'un nouveau capital financier

● « QUATRIÈME INTERNATIONALE »

N° 20/21, 10 F
N° 20/21, 10 F
— le congrès de « Lotta Continua » Daniel Bensaid
— la social-démocratie suédoise T. Gustafsson
— Medvedev et le stalinisme P. Frank
— l'autocritique mystifiée de R. Debray L. Maitan

Toute commande se fait à l'adresse ci-jointe :

— Editions de la Taupe Rouge
10, Impasse Guéménée
75004 Paris
— Les commandes groupées bénéficient d'une remise de 20 %
— aucune commande non assortie d'un chèque correspondant au montant de la commande et payable à 30 jours ne sera satisfaite.

Rouge 315 p. 8

CONFIDENTIEL DEFENSE - USAGE STRICTEMENT NATIONAL
DU 17 SEPTEMBRE 1975

INTERESSE CAPITAIN DE VAISSEAU LOUZEAU - CAPITAIN ROUSSIN - COLONEL ALBOSPÉYRE
PAYS : GRECE - ETATS-UNIS
OBJ : LES ETATS-UNIS ET M. CARAMANLIS
DATE : 17 SEPTEMBRE 1975
VALEUR : B/2
CERTAINS REPRESENTANTS DES SERVICES AMERICAINS OPERANT A ATHENES VIENNENT DE FAIRE ETAT DE L'INTENTION DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS ET EN PARTICULIER DE M. KISSINGER LUI-MEME DE PREPARER LA CHUTE DE M. CARAMANLIS.
LE PREMIER MINISTRE SERAIT MIS EN DIFFICULTE A PROPOS DE L'AFFAIRE

PAGE DEUX DU [REDACTED]
DE CHYPRE OU DES EVENEMENTS SERAIENT EN PREPARATION EN ACCORD AVEC LA CIA ET LES TURCS.

LA « JOIE DE LIRE » EN GREVE-OCCUPATION

■ Nos lecteurs se souviennent des conditions de répression à la suite desquelles notre camarade François Maspéro dut vendre l'an dernier ses librairies, maintenant sa seule maison d'édition. La véritable persécution du pouvoir dont il avait été victime avait eu raison d'une partie de son œuvre : une librairie unique en son genre et de renommée internationale, à grand renfort d'amendes colossales auxquelles s'étaient ajoutées — pour la mesure — le pillage organisé par des bandes de voleurs dont on saura peut-être un jour qui les organisait.

Les hommes qui lui rachetaient ses librairies, Bernard Lallement et Claude Nedjar devaient, en traites échelonnées, lui permettre d'éponger ses dettes. Ces deux hommes n'achetaient pas « chat en poche » une affaire fragile. Le premier d'ailleurs, expert-comptable de métier, fut trois mois avant la ratification définitive de la vente (décembre 74-mars 75), gérant libre des librairies parisiennes. Il put ainsi vérifier la rentabilité de l'affaire et mettre sur pied un plan de redressement (prévoyant entre autres la lutte contre le ou les gangs de voleurs), plan qui, bien que non soumis en tant que tel au personnel, fut connu de lui dans ses grandes lignes et approuvé (janvier 75). En dépit du fait que le plan ne fut pas appliqué, pendant neuf mois d'exploitation, loin de manifester des inquiétudes, la nouvelle direction se lança dans de nouveaux investissements — caisse électronique de deux millions et demi, embauche de personnel en fonction d'une politique de « promotion », achat (sur les fonds de la Joie de lire) d'une nouvelle librairie à Toulouse — qui ne pouvait que manifester soit une vérification de son optimisme commercial, soit la pire irresponsabilité, soit... un plan obscur, et ce d'autant plus que certaines de ces décisions sont fort récentes. Et encore plus récente la création par B. Lallement d'une revue porno, *Osmose*, qui, à tout le moins suppose que sa trésorerie n'était pas en difficulté. On est d'autant plus perplexe devant un tel comportement que, dans le même temps n'étaient payés ni les éditeurs, qui feraient à partir de juillet le robinet des livraisons, ni François Maspéro. Pendant tout ce temps aussi, les patrons restaient passifs devant la poursuite des vols massifs, en dépit des demandes du personnel qui souffrait jusqu'à des agressions physiques de la part des gangsters.



Le 16 septembre, se voyant refuser de nouveaux délais de crédit, B. Lallement annonçait à son personnel qu'il était licencié (sans avoir d'ailleurs demandé pour cela, préalablement, les autorisations légales). Celui-ci se mettait immédiatement en grève reconductible et décidait d'occuper les locaux. Depuis, l'associé de B. Lallement, Cl. Nedjar a retiré son épingle du jeu en revendant au premier ses parts dans la société. Et Lallement a annoncé à son personnel en grève un nouveau plan de « sauvetage » comportant le larguage du lest de la librairie de Montpellier, du centre de vente par correspondance et d'une des deux librairies de la rue St-Séverin, plus le licenciement d'une partie indéterminée du personnel, le reste devant se soumettre à des conditions de travail différentes (?) et la librairie subsistant devant changer d'orientation.

patron de combat

Ce Lallement dont l'itinéraire de jeunesse est tout teinté de « gauchisme » (des C.A.L. de 68 à la gestion de *Libération*) se révèle aujourd'hui sous un double jour de personnage louche et de patron de combat. Déjà, ses embauches de l'année avaient détruit l'égalité des salaires qui était un des acquis de la période Maspéro du personnel de la Joie de lire. Les nouvelles caissières avaient été embauchées à des salaires inférieurs, et les petits copains du patron pourvus de sinécure à des salaires très supérieurs. Dans l'opération — assez sombre — tentée maintenant par B. Lallement, apparaissent au moins nettement deux objectifs : 1. Une attaque contre le

personnel et ses acquis ; 2. Un démantèlement de la Joie de lire dans son originalité de librairie d'avant-garde (par exemple, la seule librairie où se trouvait la presse d'avant-garde du monde entier et de toutes tendances, œuvre collective de l'équipe Maspéro). Il est évidemment permis de se demander avec les employés de la librairie quel est le sens de tous ces faits étranges, car tout se passe comme si une telle politique avait eu pour but d'en finir en même temps, d'une part avec les éditions Maspéro (ne pouvant, faute d'être payées, faire face à ces dettes) et d'autre part avec le personnel combatif, attaché à ses acquis économiques et sociaux en même temps qu'à une œuvre auquel il a contribué.

Ce personnel a été trop attentif aux luttes du mouvement ouvrier pour se laisser briser sans mot dire par un affairiste douteux. Il s'est mis en grève et compte bien tenir autant qu'il faudra pour obliger Lallement à sortir de l'ombre où il trafique ses combines, à ouvrir ses livres de compte, et à céder ou passer la main.

Affaire à suivre.

M. Lequenne

COMMUNIQUE DU CAP

● Diffusé à 5 000 exemplaires, le CAP constitue déjà pour les uns un espoir, pour d'autres une crainte, une inquiétude, car ils existent ceux qui souhaitent la vérité et ceux qui en ont peur.

Le CAP dit la vérité. Et la pénitenciaire, la justice, le critique et le condamne d'oser le faire.

Nous continuerons, mais cette fois avec 10 fois plus de moyens. C'est avec 50 000 exemplaires que nous combattrons et dénoncerons sans relâche, comme par le passé, les abus, les sévices, les inhumanités de toutes sortes.

Pour y parvenir avec certitude, disons-le franchement, nous avons besoin de votre aide financière, de la plus petite à la plus grande, car ce combat, qu'il est nécessaire de décupler est aussi celui de ceux qui refusent d'être les complices d'assassinats légaux commis au nom de l'ordre et de cette société.

Vous pouvez nous soutenir :
— soit par dons de solidarité,
— soit en vous abonnant au journal pour 1 an (ce qui nous procurerait les fonds de roulement nécessaires)

Abonnement 1 an 50 Frs
1 an (soutien) 100 Frs
C.C.P. CAP 34 036.73 LA SOURCE
Et tout de même, 50 000 exemplaires du CAP dans tous les kiosques, à la rentrée, quel joli désordre ça pourrait faire.

LE CAP

LE MINISTÈRE DU CHOMAGE

■ Dès le mois d'août, Haby admettait que près d'un quart des auxiliaires en fonction pourraient être amenés à terme, à ne pas retrouver d'emploi. (les personnels non titulaires sont environ 80 000, qui se partagent à peu près également entre primaire et secondaire). Pour commencer, il annonçait à la rentrée qu'il y aurait 2 000 à 3 000 licenciements dans le secondaire. Ce chiffre est très nettement en dessous de la réalité : il faut compter comme pratique de dissimulation du chômage l'attribution de plus en plus fréquente de demi-postes aux auxiliaires. Sans oublier les M.A. qui démissionnent du fait des conditions de travail, ceux qui sont obligés de refuser un poste très éloigné. Haby appelle cela « l'évaporation naturelle ».

Le chiffre de 10 000 M.A. sans postes, donné par le S.N.E.S et le S.G.E.N est beaucoup plus conforme à la réalité. Dans le primaire, le nombre des chômeurs est beaucoup plus difficile à comptabiliser du fait de l'existence des suppléants éventuels, « travailleurs à la tâche » et chômeurs endémiques (12 000).

Pourtant, quand on fait le compte, établissement par établissement partout il manque des postes. L'administration s'en tire par l'attribution d'heures supplémentaires. Ça coûte moins cher que de créer des postes et ça divise le corps enseignant (une enquête de 1971 estimait à 160 000 les heures supplémentaires, soit l'équivalent de 9 100 postes d'agrégés ou de certifiés).

En cas de besoin, l'administration s'en tire en diminuant les horaires des élèves là où ça ne se voit pas trop. Ou bien, elle ne s'en tire pas, comme dans cette demi-douzaine de C.E.S. de la région parisienne si déficitaires en postes en postes que la rentrée n'a pas pu être assurée.

La dégradation des conditions de travail !

Les maternelles voient arriver cette année 60 000 enfants de plus. Evidemment le nombre des ouvertures de classe est ridicule, mesuré à cet afflux... Et la scolarisation est de plus en plus effective. Les gosses sont présents (rappelons les normes officielles : 50 pour les « petits et les moyens », 45 pour les « grands »...).

Dans le premier cycle du secondaire (6ème-3ème) bien souvent les classes sont bourrées jusqu'à la limite de la norme (35).

L'augmentation du nombre des élèves par classe, en particulier dans les banlieues, n'est pas le seul élément de mécontentement : la création dans le secondaire, d'un véritable com

« titulaires mobiles », néo-certifiés à la disposition des recteurs permet à l'administration de boucher les trous en envoyant des « professeurs volants » ici ou là.

L'escroquerie à la lutte et l'inaction

Une série de grèves de 24 H par établissement ont eu lieu ou sont annoncées pour exiger des postes, parfois sous formes de grèves moratoires (ex. : grève tous les lundis jusqu'à satisfaction).

Là où des perspectives de centralisation existent, le mouvement démarre : Ainsi à Rouen. Dans la région parisienne, après l'occupation du rectorat de Créteil, un comité de maîtres auxiliaires sans postes est en train de naître.

Face à ce mécontentement qui cherche à s'exprimer à une échelle plus large que l'établissement, les directions syndicales temporisent, comptant peut être sur « l'évaporation naturelle » des mécontents.

Le S.N.E.S envisage pour la fin du mois « des actions menées sous des formes pouvant inclure l'arrêt de travail » c'est-à-dire ce qui se fait quotidiennement.

La F.E.N demande à la CGT et à la C.F.D.T si elle peut prendre part à la journée du 4 octobre tout en maintenant sa position sur les contrats. Le pompon revient au S.N.I qui a pratiqué, la veille de la rentrée, une véritable escroquerie à la lutte, faisant croire aux naifs qu'il allait engager la bataille du 36ème en maternelle pour s'aligner sur Haby après quelques heures de négociations. Par la démolition qu'elle a causé, chez les instituteurs de maternelle, souvent combattifs, la direction du S.N.I porte une responsabilité écrasante. Heureusement, un certain nombre d'instituteurs sont passés outre les consignes démobilisatrices.

Le S.G.E.N C.F.D.T. relance l'opération « effectifs-emploi » par deux journées d'action les 23 et 30 septembre, de manière « réaliste », sans consignes précises. Ces deux journées resteront essentiellement propagandistes. Même si elles peuvent permettre localement d'élever le niveau de combativité, elles ne constituent pas la riposte nationale d'aujourd'hui nécessaire.

Organiser la lutte, pour qu'elle débouche.

La marmite ne peut pas bouillir ainsi longtemps, établissement après

établissement. Sinon on s'apercevra une fois de plus que la rentrée est faite. Mal, mais qu'elle s'est faite, en attendant la prochaine manifestation trimestrielle.

Et pourtant, le milieu enseignant n'est pas apathique par nature ! Les réactions dans les écoles, dans les lycées le montrent bien. A nous, avec tous ceux qui ne se contentent pas des réponses traditionnelles des réformistes, de nous battre pour la centralisation locale et régionale des luttes, pour les comités de M.A. sans postes, y compris en exigeant la tenue des réunions académiques de M.A. prévues par le S.N.E.S et en y intervenant. La convergence avec la lutte des travailleurs est une chance qu'il faut saisir : elle doit se manifester concrètement.

Merlin



L'EXPERIENCE D'UN COMITE INTERSYNDICAL DE CHOMEURS

● Dans l'Académie de Rouen comme partout ailleurs, la situation des enseignants non titulaires devient d'année en année de plus en plus catastrophique : une trentaine de licenciements en 73, 150 en 74 et 300 minimum cette année ! A ce rythme il est certain qu'il n'y aura bientôt plus de « problème » des auxiliaires puisqu'il n'y aura plus d'auxiliaire du tout... un plan de resorption expéditif.

Face à cela, quelle a été l'attitude du SNES, syndicat affilié à la FEN et regroupant la majorité des maîtres auxiliaires ? Le 10 septembre, il convoquait une réunion des M.A. à Rouen, à laquelle était présente une centaine de personnes environ. La question qui revenait sur toutes les lèvres était : « qu'est-ce qu'on fait ? ». La seule réponse fournie par les dirigeants locaux du SNES était : « il y a une semaine d'action à partir du 29 septembre ! »

Les M.A. présents, dont beaucoup étaient au chômage, laissèrent les bureaucrates syndicaux quitter la salle à une douzaine pour aller se plaindre à la Préfecture et décidèrent la création d'un comité intersyndical des enseignants sans poste de l'Education nationale, dont un collectif fut immédiatement élu. Un premier tract sortait l'après-midi même appelant tous les

M.A. et ceux qui les soutenaient à rallier le comité. A la réunion suivante, le surlendemain, des décisions concrètes étaient prises : appel à la lutte de tous les établissements scolaires de l'Académie, rassemblement à l'Agence nationale pour l'emploi le lundi de la rentrée, au rectorat le mercredi. Entretemps, le comité avait considérablement augmenté en nombre et il s'était affirmé dans sa vocation intersyndicale : des M.A. du SGEN, du SNEPT-CGT et aussi des instituteurs remplaçants du SNI l'avaient rejoint.

Les deux manifestations furent des succès : des dizaines de M.A. y participèrent.

La journée du 23 sera la prochaine étape importante de mobilisation : plusieurs établissements scolaires ont déjà voté la grève pour ce jour-là.

Par la création de ce comité, les enseignants actuellement au chômage veulent vaincre leur isolement, défendre collectivement leurs droits, mais surtout lutter avec tous les personnels de l'Education nationale pour refuser tous les licenciements et obtenir le réemploi de tous leurs collègues.

21 septembre
Correspondant

APRES LE 23...

Ni échec, ni franc succès, le 23 septembre n'est pas une journée qui fera date.

Les directions syndicales lui avaient fixé des objectifs limités : mobilisation-pression pour demander à Giscard de négocier sur la retraite et le temps de travail ; journée-étape dans la perspective du 4 octobre. Souvent très mal préparée, elle fut marquée par un nombre réduit de débrayages, mais par des manifestations consistantes. Dans quelques villes mêmes, comme Rouen ou Lyon, les cortèges furent massifs.

La manifestation parisienne a bien illustré les conséquences de la ligne sectaire du PC et de la crise de l'Union de la Gauche sur le mouvement syndical : manœuvres de la direction CGT pour écarter la FEN d'une mobilisation sur l'emploi, en posant en préalable la condamnation du contrat Fonction Publique (signé par elle) ; conférence de presse de la CGT seule convoquée la veille.

Cortèges séparés, CGT d'un côté, CFDT de l'autre, les banderoles intersyndicales faisant figures d'exception... Des militants du PCF s'époumonant à crier sur le ton d'un défi au PS : « Union, action, Programme Commun », « Ponia démission », éclipasant même souvent les mots d'ordre revendicatifs. Une CFDT très peu présente, à part quelques pôles combattifs, le plus souvent animés par des militants révolutionnaires.

Quelques slogans sur la retraite (« du boulot pour les jeunes, du repos pour les vieux... »). Très peu sur le temps de travail, à l'exception de quelques cortèges dynamiques qui avançaient la semaine de 35 heures.

Les limites essentielles de cette journée sont de trois ordres :

— d'abord la forme même de la mobilisation : dans beaucoup d'usines les propositions de débrayages se sont heurtées à un ras-le-bol général des journées d'action

— ensuite le caractère flou et peu mobilisateur de la plate-forme, où la réduction massive du temps de travail seule réponse ouvrière au chômage massif n'est ni chiffrée ni avancée comme revendication centrale.

— enfin l'absence de débouché politique : d'un côté les braillements sur le Programme Commun, de l'autre les déclarations de Marchais (aucune échéance avant 78). Le PCF fait le tour des boîtes, mais c'est pour parler... des libertés. Fait symbolique : l'Huma du 24 annonce « Pour riposter aux attaques du patronat et du pouvoir... un débat à la Mutualité avec le PCF ».

Ces carences, les directions réformistes en sont directement responsables. On ne passera de luttes éclatées par usine, par trust, par région, à une contre-offensive générale de la classe ouvrière contre le chômage et l'inflation, qu'en avançant une plate-forme claire centrée sur les 35 heures, et en disant clairement que les travailleurs ne sont pas décidés à attendre 78.

C'est en se battant dans cette perspective là que les révolutionnaires prépareront le 4 octobre et les prochaines échéances.

F.L.

SYNDICATS

PATRONS, OUVRIERS : MEME COMBAT ?

la relance de la production par la consommation intérieure, une vieille théorie de penseurs réformistes et bourgeois Elle peut mener loin...

■ La crise ? Il serait si facile d'en sortir. C'est une affaire de bon sens : il suffit de convaincre le patron de donner de l'argent à l'ouvrier, et tout le monde y trouvera son compte. Voilà, résumée en 5 tableaux, la thèse de la « relance par la consommation ». Tous souriants, tous détendus : l'ouvrier (1), le commerçant (2), le patron (3) (ce dernier d'ailleurs n'est pas dessiné comme de coutume avec un gros cigare et un coffre-fort. Non : habillé simplement, comme tout le monde...)

Une devise pourrait résumer cette bande dessinée : ce qui est bon pour l'ouvrier (les augmentations de

salaires), est bon pour le commerce et l'industrie. Il ne manque plus qu'une sixième image, où l'on voit le PDG une grosse liasse de billets à la main, se féliciter d'avoir un peu lâché sur les salaires, ce qui lui a permis d'augmenter sa production et partant ses bénéfices...!

Semblable analyse amène tout de même à s'interroger :

1) Ainsi, sans rien changer aux structures de l'économie capitaliste, on pourrait, en augmentant les salaires des travailleurs, faire marcher les affaires des commerçants et des industriels. Mais-alors à quoi bon sortir du système actuel ? A quoi bon même réaliser les 9 timides nationalisations prévues par le Programme Commun ?

2) La **Vie Ouvrière** justifie cette thèse au nom du « bon sens ». Mais Jean Louis Moynet, secrétaire confédéral de la CGT, l'a contestée ouvertement dans le **Peuple**, où il a écrit que raisonner en termes de « relation production-consommation » conduit à « sous-estimer » la gravité du stade atteint par la crise » et « par conséquent à surestimer les possibilités d'une politique de relance et d'assainissement qui serait assurée uniquement par le relèvement du pouvoir d'achat » (le **Peuple** N°960 P.8) Jean Louis Moynet est responsable du secteur économique de la CGT. Y aurait-il des divergences au sein de la direction confédérale sur cette question essentielle ? A moins qu'il y ait une théorie à l'usage des cadres syndicaux dans le **Peuple**, et une autre à l'usage des masses dans la **V.O.**...

3) Si les dirigeants de la CGT croient vraiment à cette explication, pourquoi en 1974, lors de la campagne présidentielle pour François Mitterrand, la CGT a-t-elle baissé sa revendication de salaire minimum de 1500 F à 1200 F (avant de la relever par la suite) ?

En réalité cette théorie révisionniste empruntée au réformiste Léon Blum et avant lui au bourgeois Keynes revient à expliquer que l'économie peut fonctionner à la fois selon le critère du profit et selon celui des besoins ouvriers. C'est une utopie pure et simple, qui aboutit à masquer aux yeux des travailleurs cette vérité que la crise qui les frappe est celle d'un système et non pas seulement d'une politique.

Définir une position de classe c'est affirmer nettement que les travailleurs refusent en tout état de cause de faire les frais du système capitaliste qu'il s'agisse de salaires ou d'emploi. Quand une usine est menacée de fermeture ou de licenciements massifs, il se trouve toujours des gens pour « justifier » une riposte en expliquant que l'entreprise est rentable, c'est avec ce genre d'arguments qu'on prépare toutes les capitulations. Nous disons : rentable ou pas, nous ne voulons pas payer les pots cassés. Que les patrons, et l'Etat-patron se débrouillent, ils sont collectivement responsables !

De même pour les augmentations de salaires : on nous dit qu'elles relancent la consommation, donc la production, donc les bénéfices des industriels, c'est pour le moins douteux. De toute façon, ce n'est pas notre affaire : pour « justifier » la lutte pour 1700 F mini, et 200 Frs pour tous, point n'est besoin de s'évertuer à démontrer aux patrons qu'en cédant sur les salaires, ils s'y retrouveraient au bout du compte en augmentant leur production ; il suffit de constater qu'il est impossible de vivre décemment avec moins et que les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour les obtenir. C'est beaucoup plus simple, et beaucoup plus solide.

Et si le gouvernement et le patronat disent qu'ils sont incapables de les satisfaire, qu'ils s'en aillent !

F.L.

La collaboration de classe mise en images dans la Vie Ouvrière



Pages réalisées par Michel Redjah, Marielle Lelay, Henri Zalugas, Dominique Delhoume, Lionel Planchon.

VIE OUVRIÈRE DU 17/9

LE TEMPS DE L'ORGANISATION

L'organisation des chômeurs n'en est qu'à ses balbutiements. Elle sera une arme décisive pour les prochaines luttes.

« Les efforts sur l'emploi, ne se verront que progressivement et nous ne pourrions faire le point que dans six mois », déclarait récemment le ministre Fourcade, commentant le plan de relance. Il ne se trompait pas : menace de 30 000 licenciements dans la sidérurgie annonce la CGT (Huma du 22/9/75). Le gouvernement qui va tenté de cacher dans un premier temps l'ampleur du chômage reconnaît aujourd'hui près d'un million de chômeurs, ce qui signifie que dans la réalité l'on approche des 1 500 000. Phénomène massif, le chômage s'annonce aussi comme un phénomène durable. De l'avis des statisticiens officiels même en retenant des hypothèses de taux de croissance variant autour de 5 % l'an, il faut s'attendre pour toute la durée du 7^e plan (1976-80) à un taux de chômage important.

Si tous les travailleurs sont menacés, certaines catégories sont particulièrement touchées. On a d'autant plus de « chance » d'être chômeur que l'on est femme, jeune et sous-qualifié. Sur le nombre total de chômeurs, la moitié ont moins de 25 ans. Le système de production capitaliste dans sa phase de pourrissement connaît un chômage structurel important. Pour toute une période est en train de se constituer un véritable « milieu chômeur » avec une importante composante jeune. Tous les plans de relance possibles et imaginables ne suffiront pas à renverser la tendance, bien beau s'ils réussissent à contenir le chômage dans « des limites supportables ».

Le complexe du chômeur

Phénomène massif et durable le chômage pose le problème de l'organisation des chômeurs. Malgré les prises de position des centrales syndicales (bien tardives d'ailleurs (1)), l'organisation des chômeurs piétine. Il existe bien quelques comités de chômeurs à Paris et en Province, mais outre le fait qu'ils soient peu nombreux, ils réunissent généralement peu de personnes en regard du nombre de chômeurs organisables. Ceci est partiellement explicable par ce que l'on pourrait appeler le « complexe du chômeur ». Le chômeur vit généralement sa condition de manière coupable. Etre sans emploi, ne pas travailler est vécu comme quelque chose de honteux par l'immense majorité (2). Si l'on ajoute à cela que les chômeurs sont difficilement mobilisables du fait de leur isolement et de leur éparpillement, nous avons une première série d'explications, accentuées d'ailleurs par la propagande officielle. L'immense battage mensonger fait autour de l'indemnisation des chômeurs, et notamment autour de l'accord d'octobre 74, octroyant 90 % de leur salaire pendant un an aux travailleurs licenciés, concourt à la démobilité des chômeurs, à la division des chômeurs entre-eux, des chômeurs et des travailleurs actifs, renforce les tendances centrifuges et atomisatrices du

milieu.

Pourtant en matière d'indemnisation la réalité est bien plus tragique que ne voudrait le laisser croire tous les propagandistes officiels. Sur la totalité des demandeurs d'emploi inscrit à l'ANPE, moins de la moitié perçoivent une quelconque indemnité, moins de 2 % les fameux 90 %. A ces pourcentages ridicules, il faut ajouter des délais de constitution de dossier. Ce n'est par rare pour un chômeur d'attendre deux, trois, voir six mois avant de toucher quoi que ce soit.



A chacun ses chômeurs

A tous ces freins objectifs à l'organisation des chômeurs, il faut ajouter l'absence de traditions de lutte sur ce terrain. Les quelques expériences accumulées par le mouvement ouvrier dans les années trente (3) sont oubliées, l'expansion quasi-continue du système capitaliste des trente dernières années les a renvoyées aux oubliettes. Et pour l'heure les directions syndicales ne font pas beaucoup preuve d'esprit d'offensive en la matière. Il est significatif qu'à l'occasion des échéances nationales de rentrée (23 septembre et 4 octobre) consacrées aux problèmes de l'emploi, rien ou pratiquement rien n'est dit, ni fait pour l'organisation des chômeurs. On est donc en droit de penser que les orientations restent les mêmes.

La ligne suivie par les deux confédérations peut se résumer en une seule formule : « à chacun ses chômeurs ». Le souci essentiel tant de la CGT que de la CFDT est de syndiquer et non pas d'aider à l'auto-organisation des chômeurs. Si dans les textes (4), la CGT se déclare pour des comités de chômeurs larges et ouverts à tous, les limites apparaissent clairement dans la pratique (5). La CGT ne veut pas se lancer dans des comités unitaires dont elle craint la dynamique, mais elle se dote d'une « branche chômeur » croupion qu'elle entend

mobiliser selon les besoins de la situation. Quant à la CFDT les textes parlent d'eux-mêmes : refus de construction de comités unitaires de chômeurs, « terrain propice à toute manifestation de telle ou telle organisation extrémiste » (6). Pour la CFDT il s'agit de créer des « commissions de chômeurs ou de travailleurs sans emploi CFDT, de caractère informel et d'existence nécessairement limitée » (7). Le numéro de Juillet-Août de CFDT Action revient sur le problème, et s'il est fait allusion aux comités de chômeurs, aucun doute possible, il s'agit de comités CFDT.

Des comités unitaires

Dans les deux cas, il s'agit d'une même orientation sectaire et diviseuse. Si la CGT et la CFDT voulaient vraiment venir à bout de l'isolement des chômeurs, les regrouper pour l'action collective, elles leur offriraient une structure permanente de regroupement unitaire pour la discussion et la lutte. Il n'est pas possible d'offrir seulement aux chômeurs la syndicalisation et la division syndicale. Proposer d'abord de constituer des comités de chômeurs CGT et des comités de chômeurs CFDT, c'est dommageable pour le développement d'un « mouvement de chômeurs de masse ». L'orientation efficace et correcte est que la CFDT et la CGT se mettent d'accord pour proposer aux chômeurs de se regrouper dans des comités unitaires de chômeurs, ouverts à tous syndiqués ou non.

Ces comités pourraient se développer à partir d'une plate-forme prenant en compte les revendications spécifiques des chômeurs (elles sont nombreuses : insuffisance des indemnisations, moratoire sur les loyers et les traites)... et les revendications centrales de l'ensemble de travailleurs, permettant ainsi d'établir un lien permanent entre chômeurs et travailleurs en activité.

L'organisation des chômeurs n'en est qu'à ses balbutiements. L'approfondissement de la crise pourrait dans les mois qui viennent accélérer les choses. Certes la mise sur pied d'un mouvement chômeur de masse prendra du temps, mais ne nous y trompons pas : c'est une arme décisive pour les prochaines luttes.

Notes :

(1) la première prise de position CFDT sur le problème date du N° du 26 décembre de Syndicalisme Hebdo. Il faut attendre avril 75 pour que la première fois la Commission Exécutive CGT donne la perspective des comités chômeurs CGT.

(2) cf. interview d'un chômeur paru dans le Nouvel Observateur N°565

(3) sur ce sujet voir dossier dans PH N° 161 et article dans les Cahiers de la Taupe N°3

(4) V.O. du 14/5/75

(5) V.O. du 21/5/75, présentant l'activité de deux comités de chômeurs de province, à Romans et Amiens.

(6) Syndicalisme Hebdo du 12/6/75

(7) Syndicalisme Hebdo du 26/12/74